

Caraïbes

« Richter » au banc d'essai



Photos : DR

Un chantier de jour est mis en place pour l'entraînement du sauvetage-déblaiement équipé (SDE).



Les Antilles ont accueilli, du 20 au 25 mars dernier, un exercice de sécurité transnational. En lien avec l'Union européenne, des équipes de protection civile venues de différents pays se sont associées pour améliorer la gestion des crises relevant de catastrophes naturelles, se préparant sans le savoir à l'ouragan Irma qui allait s'abattre moins de six mois plus tard.

Texte Lieutenant-colonel Xavier Pergaud, Sdis 47

L'exercice communautaire « EU Richter Caraïbes 2017 » s'est déroulé dans la zone Antilles. Il a associé des équipes de protection civile belges, espagnoles, françaises et luxembourgeoises, en étroite collaboration avec l'Union européenne. Le scénario a mis en œuvre plusieurs phases successives nécessitant l'intervention concomitante des équipes d'intervention et de secours, puis des équipes et modules spécialisés européens pour les différentes étapes des interventions. Des unités de sauvetage-déblaiement, des postes médicaux avancés et des unités de détection et

de décontamination ont ainsi été mobilisés au cours de l'exercice de terrain. Cette manœuvre a bénéficié d'un financement communautaire et d'une prise en charge par le ministère de l'Intérieur français (Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, DGSCGC). Elle s'est déroulée selon les règles d'intervention fixées dans le cadre du mécanisme communautaire de protection civile. La réalisation de cet exercice a été placée sous l'autorité du préfet de zone de défense et de sécurité de la zone Antilles et sous celle des préfets de Martinique et de Guadeloupe, ainsi que du préfet délégué de Saint-Martin dans les territoires concernés. Sur les sites d'exercice, un dispositif spécifique

Un dispositif spécifique de commandement a été mis en œuvre, intégrant le CO de l'exercice et la coordination avec l'ensemble des équipes.

de commandement a été mis en œuvre, intégrant le commandement opérationnel de l'exercice et la coordination avec l'ensemble des équipes des États membres.

Un scénario réaliste

Le séisme retenu pour le scénario de l'exercice se rapproche de celui, historique, qui ravagea la Guadeloupe ainsi que de nombreuses autres îles du nord de l'arc des Petites Antilles, le 8 février 1843. Sa localisation exacte, sa magnitude et sa profondeur ont été ajustées pour pouvoir générer des dommages généralisés en Guadeloupe, en Martinique et sur les territoires insulaires des autres pays impliqués dans l'exercice (notamment Montserrat et Saint-Martin), tout en générant un tsunami de grande ampleur ouvert sur la mer des Caraïbes.

Les bilans humains et matériels du séisme ont été établis par le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), sur la base d'une modélisation fine et réaliste, en adéquation avec les objectifs opérationnels de l'exercice. Ces bilans étaient très conséquents, avec des

dizaines de milliers de bâtiments effondrés, occasionnant plusieurs centaines, et même plusieurs milliers de victimes décédées, quelques dizaines de milliers de blessés (UA et UR), et plus de 100 000 sans-abri. Ces bilans vont s'alourdir dans un second temps avec le déferlement du tsunami. En effet, une vingtaine de minutes après le séisme, les îles du nord de l'arc des Petites Antilles vont être frappées par des vagues de plusieurs mètres de hauteur à proximité du littoral, alors que le nord de la Martinique sera également affecté par des vagues localement plurimétriques déferlant une quarantaine de minutes après le séisme. Une heure plus tard, le paysage sera donc ravagé, avec des dommages physiques et fonctionnels généralisés aux bâtiments ainsi qu'aux réseaux et infrastructures critiques, tels que les routes, les hôpitaux, les réseaux de télécommunications et d'électricité.

Plusieurs objectifs

L'objectif principal de cet exercice européen grandeur nature est de tester l'ensemble des chaînes opérationnelles, organisationnelles et de commandement

Le 22 mars, débarquement par voie maritime des moyens humains et matériels.

La Masc, Mission d'appui de la sécurité civile, avait pour objectif initial de compléter l'action des autorités préfectorales locales.

de plusieurs pays des Antilles victimes simultanément d'un séisme de grande ampleur et d'un tsunami, nécessitant la mise en œuvre immédiate de renforts des pays riverains et des États membres dans le cadre du mécanisme européen de protection civile. Dans cette perspective, les objectifs étaient les suivants :

- tester l'acheminement et le déploiement de détachements et de modules de protection civile par voie aérienne, maritime et terrestre ainsi que de détachements et modules de protection civile spécialisés dans la recherche et le sauvetage en décombres et milieux périlleux. Plusieurs États membres (dont la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg) ont participé à l'exercice en envoyant des équipes spécialisées ;

- tester la mise en œuvre sur les différents sites d'un dispositif spécifique de commandement opérationnel de l'intervention et la coordination avec l'ensemble des équipes des États membres dans le cadre d'une cellule de coordination européenne intégrée au commandement de l'opération ;

- tester le déploiement des participants par projection, par voie hélicoptérée et par voie routière avec des itinéraires difficiles, nécessitant pour les chefs de détachement une parfaite maîtrise de la cartographie et de l'exploitation des images transmises par voie satellitaire ou maritime ;

- mettre en œuvre la coordination entre les moyens de secours français et européens, le commandement opérationnel et les équipes spécialisées des États membres en renfort ;

- tester la mise en œuvre opérationnelle des différents détachements et modules de protection civile des États membres pour faire face à un séisme de grande

ampleur et un tsunami intégrant l'emploi des différents modules de protection civile ;

- tester la mise en œuvre des modules d'hébergement pour les personnes sinistrées ;

- expérimenter la coordination des différentes plates-formes de gestion de crise des Caraïbes (partage d'informations sur les postures et les actions envisagées) avec élargissement possible aux autres acteurs majeurs de gestion de crise (exemple : Cdema, Caribbean Disaster Emergency Management Agency, pour les pays du Caricom, la communauté caribéenne) ;

- améliorer la coordination et l'optimisation des moyens d'évaluation des dégâts et de réponse opérationnelle locale en vue de mobiliser de façon cohérente le mécanisme européen de protection civile (experts et modules) ;

- mettre en œuvre les procédures d'alerte tsunami des populations, d'évacuation massive (écoles, quartiers, services d'urgence) et de sécurisation des infrastructures critiques ;

- assurer l'accueil, l'engagement et la coordination des moyens internationaux de renfort ;

- assurer l'engagement des moyens locaux renforcés par des modules européens spécialisés, mobilisés via le mécanisme UE sur des chantiers simulés de sauvetage-déblaiement (4 à 5 chantiers au maximum, tous territoires confondus) ;

- mettre en œuvre la convention DGSCGC avec l'Association française du génie parasismique (AFPS) visant à organiser le diagnostic bâtimentaire post-séisme au profit des autorités locales.

Cas particulier

La Mission d'appui de la sécurité civile (Masc) de Saint-Martin avait pour objectif initial de compléter l'action des autorités

préfecturales locales dans l'activation du Centre opérationnel lors de l'exercice en question. Dans la réalité, les cadres ont permis d'armer les cellules renseignements et anticipation du CO avec un rôle pédagogique non négligeable auprès des personnels des autres services participants, pour leur faire découvrir le rôle, les missions et le mode de fonctionnement d'un Centre opérationnel départemental. Le chef de la Masc, quant à lui, a tenu le rôle de chef du centre opérationnel lorsque le chef de cabinet du préfet devait s'absenter.

La seconde partie de la mission a consisté à armer un poste de commandement opérationnel simplifié au CIS de Saint-Martin, en présence du Sdis local et d'un officier de liaison des forces armées antillaises lors de l'exercice réel sur le chantier de sauvetage-déblaiement d'un hôtel désaffecté dénommé « La Belle Créole ». Les cadres de la Masc ont armé différentes cellules et ont permis d'organiser le travail en centre opérationnel comme suit :

- mise en œuvre d'une cellule renseignements/synthèse par un cadre permettant de traiter l'ensemble des informations entrantes ou sortantes et produire des synthèses de renseignements périodiques ;
- mise en œuvre d'une cellule moyens/anticipation par un second cadre permettant de travailler sur les situations envisageables à court et moyen termes, pour permettre au DOS d'arrêter les objectifs à atteindre. Des actions de sauvetage-déblaiement sur le site de « La Belle Créole » ont été engagées le 3^e jour de mission avec l'ensemble des moyens de renfort (militaires du Régiment du service militaire des Antilles, militaires

Configuration opérationnelle avec Mme le préfet délégué de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.



On peut conclure de l'exercice qu'il est très important, en cas de crise majeure sur l'île, d'appuyer le CO par une Masc au moins équivalente à celle projetée pour Richter.

du 3^e RIMA, militaires des Formisc, sapeurs-pompiers locaux ou venus de la Guadeloupe). Le rôle de la Masc a été de renforcer la structure de commandement terrain par un cadre et un conseiller militaire chargé du conseil infrastructure /solidité et de la fonction officier sécurité sur le terrain. Un PCO restreint a également été activé sur le site du CIS Saint-Martin en lieu et place du COD à la suite des événements locaux (élections territoriales à Saint-Martin et jour férié en raison de la mi-carême le 23 mars). Le PCO était armé par le Sdis (sapeurs-pompiers locaux, Masc) et par l'officier de liaison des forces armées des Antilles.

Quelques axes d'amélioration

La Masc a permis de mettre à disposition de Mme le préfet délégué de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin des moyens humains pour animer et de conduire dans de bonnes conditions un centre opérationnel départemental lors de l'exercice sur

table. Dans un second temps, la Masc a permis d'appuyer les sapeurs-pompiers locaux dans le commandement des opérations sur le site des chantiers techniques de sauvetage-déblaiement et d'activer un POC pour coordonner, sous l'autorité du préfet, les moyens nationaux de renfort sur les chantiers. Il y a des axes d'amélioration cependant : l'absence d'agent dédié « sécurité civile » ne permet pas à l'autorité préfectorale d'effectuer suffisamment d'actions de planification et de préparation opérationnelle de manière continue. La planification n'étant pas suffisante, le CO ne dispose pas d'assez d'outils opérationnels de gestion de crise. Le préfet délégué testait par exemple pour la première fois un centre opérationnel dans une dimension exhaustive (représentation de tous les services impliqués) et opérationnelle (minimum nécessaire au travail interservices, en lien avec le COZ). L'arrivée des personnels de la Masc a

permis d'organiser le travail en COD en assurant une formation *in situ*. Il est intéressant de renforcer la préfecture durant une période de quelques mois par un cadre sapeur-pompier ou de la DGSCGC pour mettre en œuvre une politique de planification opérationnelle, en collaboration avec tous les acteurs locaux, tant sur l'écriture des différents documents (planification Orsec et notes de mise en œuvre) qu'en matière d'organisation d'exercices et de formation des personnels.

Des points positifs sont à noter : l'exercice a permis aux cadres de la Masc de produire des notes journalières de synthèse pour une remontée d'information vers l'échelon supérieur (EMIZA, préfecture de Guadeloupe et préfecture de zone) :

- situation opérationnelle dans la collectivité (SITAC) ;
- synthèses préfectorales quotidiennes de l'action des services de l'État ;
- demandes de moyens.

Et à l'avenir ?

Un poste de commandement de terrain a été activé sur site avec un membre de la Masc en renfort. Ce dernier a permis de commander le secteur de manière efficace. L'ensemble des acteurs engagés ont travaillé dans de bonnes conditions et ont été particulièrement occupés sur toute la durée de la simulation.

Le site de manœuvre est absolument remarquable quant aux possibilités de mettre sur pied des exercices ! Celui-ci a été un entraînement très enrichissant pour les trois cadres de la Masc DGSCGC. Le concours apporté a été, à mon sens, apprécié par les autorités locales, tant pour le Sdis que pour la préfecture et les collectivités d'outre-mer. Les autorités locales ont identifié le travail à accomplir et à formaliser en matière de gestion de crise, notamment en ce qui concerne la prévision et la planification opérationnelle (procédure cyclone à étendre aux autres risques naturels en présence, par exemple). Compte tenu du format de la préfecture et du retour d'expérience de cet exercice, on peut en conclure qu'il sera très important, en cas de crise majeure sur l'île, d'appuyer le CO par une Masc au moins équivalente à celle projetée pour Richter, soit trois cadres de la Sécurité civile et ce, dans les meilleurs délais possible. ■

FORMASÉCURITÉ

NOS FORMATIONS

3 FORMATIONS ESSENTIELLES

- Lutte contre l'incendie en cellule mobile
- Evacuation
- Secouriste du Travail - SST

LA BOUTIQUE

EQUIPEMENTS DE SECURITE MATERIELS PEDAGOGIQUES

Livres, mannequins, maquillage, défibrillateur, trousse de secours, matériel de premiers secours, brassards de sécurité, gilets de sécurité personnalisés, registre de sécurité, détecteur, alarme, simulateurs...

FORMASÉCURITÉ

www.formasecurite.fr
contact@formasecurite.fr
Tél. : 0237.238.296

VISITEZ-NOUS!
124. Congres National SP, Ajaccio

FIRE EAGLE®

La nouvelle génération. Léger & très innovant.

- > Étanche, respirant, résistant aux produits chimiques et aux bactéries grâce à la technologie de laminé CROSSTECH®
- > Sun Reflect : réduit l'effet de chaleur dû au rayonnement solaire sur le cuir
- > Sa haute visibilité contribue à une sécurité supplémentaire

Chaussures de qualité pour les pompiers, le secours, les services de sécurité, la chasse, le travail et les loisirs

www.haix.fr